

Révision du droit d'auteur: des projets sans surprise

Vincent Salvadé

Dr en droit, chef du service juridique de SUISA, Lausanne

Le 10 mars 2006, le Conseil fédéral a dévoilé son message concernant la révision du droit d'auteur (FF 2006 3263): par deux projets, il entend, d'une part, ratifier les traités de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) sur le droit d'auteur (WCT) et sur les interprétations, exécutions et phonogrammes (WPPT); d'autre part, il souhaite modifier la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins du 9 octobre 1992 (LDA).

Modifications de la loi nécessaires pour ratifier les traités

En premier lieu, le Conseil fédéral prévoit de consacrer explicitement le droit de mettre à disposition des œuvres et prestations par le biais de services «à la demande». Cette modification concerne aussi bien le droit d'auteur (art. 10 al. 2 lit. c) que les droits voisins (art. 33 al. 2 lit. a, art. 36 lit. a et art. 37 lit. e) et elle est accompagnée de nouvelles sanctions pénales. Il est ensuite prévu d'introduire une interdiction de contourner les mesures techniques, telles que contrôles d'accès électroniques et dispositifs anti-copie (art. 39a). Cette interdiction vise également les «actes préparatoires», c'est-à-dire la fabrication et la distribution de dispositifs permettant le contournement, de même que la fourniture de services à cette fin. Etant donné que les mesures techniques de protection sont susceptibles d'empêcher ou de limiter des utilisations permises par la loi, le Conseil fédéral a prévu que l'interdiction ne frapperait pas celui qui contourne une mesure technique efficace exclusivement dans le but de procéder à une utilisation licite; il a aussi institué un «observatoire des mesures techniques», chargé d'étudier les conséquences des mesures techniques sur les restrictions au droit d'auteur et d'en rendre compte (art. 39b).

Ce nouvel organe assurera de plus la médiation entre les consommateurs et les utilisateurs de mesures techniques, et ses tâches pourraient être exercées par l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle ou la Commission arbitrale fédérale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins. Toujours dans le domaine technique, le Conseil fédéral introduit une protection des informations électroniques permettant l'identification de l'objet protégé et du titulaire des droits, ou spécifiant les conditions d'utilisation. De telles informations ne peuvent pas être supprimées (art. 39c). Enfin, il est prévu de conférer des droits moraux aux artistes interprètes (art. 33a) et d'étendre la protection des droits voisins aux expressions du folklore (art. 33).

Autres modifications

Par un second projet, le Conseil fédéral propose une série de modifications non liées à la ratification des traités de l'OMPI: les bibliothèques et autres institutions semblables peuvent établir les copies nécessaires pour la conservation de leurs collections (art. 24 al. 1^{bis}); les reproductions provisoires liées à l'emploi des nouvelles techniques de communication sont autorisées (art. 24a; cette disposition est reprise du droit européen et a pour but de limiter la responsabilité des fournisseurs de service ou d'accès); le droit de reproduire des phonogrammes et vidéogrammes à des fins d'émission ne peut être exercé que par une société de gestion agréée (art. 24b); les personnes handicapées bénéficient d'un accès facilité aux œuvres protégées (art. 24c); les téléchargements réalisés au moyen de services à la demande «légaux» sont autorisés sans que les limites prévues à l'art. 19 LDA ne soient applicables et sans que la rémunération de l'art. 20 LDA ne soit due (art. 19 al. 5). Selon le Conseil

Zusammenfassung:
Durch die Veröffentlichung der Botschaft des Bundesrates ist die Revision des Urheberrechts nun in die parlamentarische Phase getreten. Die Botschaft sieht die Ratifikation von zwei Abkommen der Weltorganisation für geistiges Eigentum (WCT und WPPT) und andere Änderungen des Urheberrechtsgesetzes vor. Auch wenn sich die Revision auf das Minimum konzentriert, wird die traditionelle Ausgeglichenheit des Urheberrechts nicht in Frage gestellt. Bedauerlich ist, dass der Bundesrat die bestehende Vergütungsregelung für das Vervielfältigen zum Eigengebrauch ändern möchte, um Doppelbelastungen der Benutzer und Konsumenten zu vermeiden, die nicht existieren und «einseitig europakompatibel» sind.

En point de mire
Im Brennpunkt

.....
Salvadé | Révision du droit d'auteur: des projets sans surprise

Résumé: La révision du droit d'auteur est entrée dans sa phase parlementaire par la publication du message du Conseil fédéral. La présente contribution expose les principaux aspects des projets présentés: il est prévu de ratifier les traités Internet de l'OMPI (WCT et WPPT) et, en outre, de modifier la loi sur le droit d'auteur sur des points non liés à cette ratification. L'article résume aussi les attentes des milieux intéressés non satisfaites par le Conseil fédéral. En substance, il s'avère que la révision prévue est limitée au minimum, mais elle a le mérite de ne pas remettre en cause les équilibres traditionnels du droit d'auteur. On doit toutefois regretter que le Conseil fédéral ait cru devoir éviter les «doubles taxations» des consommateurs, alors que celles-ci sont inexistantes, et qu'il ait parfois prévu une eurocompatibilité «à sens unique».

fédéral, cette dernière modification a pour but d'éviter la «double taxation» des utilisateurs et des consommateurs.

Revendications non retenues

Mais ce deuxième projet se singularise aussi par les modifications qu'il n'effectue pas. Ainsi, la revendication du milieu des beaux-arts concernant le droit de suite n'est pas satisfaite, pas plus que celle des auteurs de littérature en vue d'un droit de prêt. Est également rejetée l'introduction d'une «redevance sur les appareils», qui aurait dû améliorer la perception des droits pour la copie privée, ou la modification de l'art. 34 LDA, qui aurait permis à chaque artiste membre d'un groupe d'agir en justice individuellement (tout en demandant réparation pour le compte de tous). D'un autre côté, le Conseil fédéral refuse d'attribuer la titularité des droits d'auteur aux employeurs ou aux producteurs, même s'ils financent la création de l'œuvre. En ce domaine, le principe de la liberté contractuelle est donc confirmé. Le Conseil fédéral n'entre pas non plus en matière sur l'exigence des associations d'utilisateurs concernant un renforcement du contrôle sur les tarifs des sociétés de gestion. Enfin, le téléchargement d'œuvres par des particuliers continue d'être autorisé, même s'il est effectué à partir d'une source illégale comme une bourse d'échange.

Appréciation

Ainsi, la révision proposée se limite au strict minimum. De manière générale, on doit saluer la volonté de ne pas rompre avec les équilibres traditionnels du droit d'auteur: dans le domaine d'Internet, les droits sont renforcés lorsqu'ils concernent des utilisations publiques, mais on laisse

une large place à l'exception d'usage privé, pour des motifs constitutionnels ou pratiques. La copie privée continue donc d'être largement autorisée, mais avec une rémunération en contrepartie, qui permet de dédommager les ayants droit. Il est sage également de ne pas avoir voulu réglementer en détail la question des rapports entre les mesures techniques et les exceptions au droit d'auteur: en ce domaine, à l'étranger aussi, on a souvent pris le parti d'observer avant de légiférer. Le souci d'eurocompatibilité sur les questions délicates est par ailleurs appréciable, mais il est regrettable qu'elle se fasse à sens unique: pourquoi suivre le droit européen en ce qui concerne la responsabilité des fournisseurs Internet, tout en rejetant le droit de suite et le droit de prêt, pourtant garantis depuis longtemps dans les Etats de l'Union Européenne? Mais la disposition la plus contestable, à notre avis, est l'art. 19 al. 5. On peut certes comprendre la volonté de mettre au même niveau le commerce électronique et la distribution d'exemplaires physiques. Toutefois, le souci d'éviter les «doubles taxations» paraît reposer sur une confusion entre le prix d'accès au service et les redevances de droits d'auteur: le fait que le consommateur paie un utilisateur de l'œuvre ne doit pas altérer la position du titulaire des droits d'auteur ou des droits voisins, même si le premier agit licitement. D'ailleurs, l'industrie réalise des revenus à deux niveaux: en mettant des œuvres à disposition sur Internet, mais aussi en commercialisant du matériel destiné au téléchargement. Il serait donc normal que les créateurs participent à chacun de ces revenus. Les Chambres fédérales auront certainement l'occasion de revenir sur les questions précitées. ■

L'auteur s'exprime en son nom personnel, et non en celui de SUISA

RTVG/FMG: Veränderte Rahmenbedingungen für die Zukunft

Oliver Sidler

Dr. iur., Rechtsanwalt in Zug, Lehrbeauftragter für Medien- und Kommunikationsrecht an den Universitäten Luzern und Fribourg

Die technologische Konvergenz im Kommunikationsbereich verändert die Abgrenzung der relevanten Märkte. Wurden früher spezifische Technologien je Nutzung eingesetzt, werden diese Grenzen laufend aufgeweicht und aufgehoben. Die Öffnung der Märkte im Telekommunikationsbereich vor 10 Jahren hat wesentlich zu dieser Entwicklung beigetragen. Nur der Radio- und Fernsehbereich verharrte bis heute in seiner starren Aufteilung zwischen Veranstaltung von Programmen auf der einen und deren Verbreitung und Weiterverbreitung auf der anderen Seite. Sowohl die programmlichen wie auch die verbreitungstechnischen Aspekte wurden in einem Gesetz geregelt. Mit der Verabschiedung des neuen Radio- und Fernsehgesetzes durch das Parlament am 24. März 2006 hat diese Sonderregulierung nun ein Ende, zumindest teilweise. Der technische Bereich wird nun zum grössten Teil im Fernmeldegesetz (FMG) geregelt.

Private Veranstalter mit Gebührenunterstützung

Das ursprünglich im Entwurf des RTVG vorgesehene duale Modell (SRG als Service public Veranstalterin mit Gebühren – private Veranstalter im freien Wettbewerb) wurde schon in der Botschaft des Bundesrates und erwartungsgemäss auch in den parlamentarischen Debatten weitgehend aufgegeben. Private Veranstalter werden wie bisher Gebührengelder aus dem Gebührensplitting erhalten. Neu erhalten die splittingberechtigten Privatveranstalter gar vier Prozent der Empfangsgebühren (Radio: rund 16 statt wie bislang 7 Mio. Franken, TV: rund 28 statt wie bislang 6 Mio. Franken). Die Höhe der Gebührenanteile hängt primär von der Grösse und dem Wirtschaftspotenzial des betroffenen Versorgungsgebiets ab. Nicht mehr als zehn

bis höchstens zwölf Fernsehveranstalter sollen künftig Splittinggelder erhalten.

Private Veranstalter, die kein Gebührensplitting erhalten, müssen einen Leistungsauftrag erfüllen, wenn sie eine Konzession für die garantierte drahtlos-terrestrische Verbreitung ihrer Programmen (heute primär UKW, künftig auch auf digitalen Plattformen) erhalten wollen. Die Anzahl von derartigen Konzessionen wird neu pro Medienunternehmen beschränkt: Die Höchstzahl beträgt je zwei Fernseh- und zwei Radiokonzessionen. Schliesslich wird es neu auch möglich sein, ohne Konzession Radio- und Fernsehprogramme in der Schweiz zu veranstalten. Diese Veranstalter erhalten dann aber keine Splittinggelder und keine garantierte drahtlos-terrestrische Verbreitung.

Starke Stellung der SRG und Harmonisierung der Werbevorschriften

Die SRG kann ihre herausragende Stellung auf dem Rundfunkmarkt in der Schweiz weiter absichern. Das Gesetz auferlegt ihr aber auch neue Pflichten wie die Ausstrahlung von Bildungsprogrammen oder die Meldung von ausserprogrammlichen Tätigkeiten (z.B. im Online-Bereich), welche die Stellung und Aufgabe anderer Medienunternehmen beeinträchtigen könnten. Die Publikumsforschung wird aus der SRG ausgegliedert und soll neu von einer unabhängigen Stiftung geführt werden.

Die heute geltenden Bestimmungen über die Unterbrecher- und die Alkoholwerbung für private Veranstalter wurden gelockert und den europäischen Rahmenbedingungen angepasst. Weiterhin verboten bleibt die Alkoholwerbung jedoch in allen Programmen der SRG. Der Bundesrat wird ausserdem auf Verordnungsebene weitere Einschränkungen für die SRG vorsehen (z.B.

Résumé: *Le vaste mouvement de libéralisation entrepris dans le secteur des télécommunications est un échec mais un compromis typiquement helvétique a toutefois été trouvé s'agissant du «last mile». Les règles de protection des consommateurs ont ainsi pu être sauvées. La nouvelle loi fédérale sur la radio et la télévision n'apporte pas non plus d'évolutions marquantes. La position de la SSR se trouve renforcée et les diffuseurs privés bénéficient de plus de possibilités publicitaires.*

En point de mire Im Brennpunkt

Sidler | RTVG/FMG: Veränderte Rahmenbedingungen für die Zukunft

Zusammenfassung: Die umfassende Liberalisierung im Fernmeldebereich ist ausgeblieben, dafür wurde aber im Bereich der letzten Meile zumindest ein typisch schweizerischer Kompromiss erzielt. Damit wurden auch die begrüssenswerten Regelungen zum Konsumentenschutz gerettet. Auch das neue Radio- und Fernsehgesetz bringt keine radikalen Neuerungen. Die SRG wird weiter gestärkt und die Privaten erhalten mehr Werbemöglichkeiten.

bei der Unterbrecherwerbung). Das neue Gesetz enthält zudem eine Bestimmung zum Schutz der Minderjährigen vor bestimmten Werbe- und Sponsoringformen.

Technische Konvergenz

In technologischer Hinsicht wird neu der gesamte Bereich der Übertragung nicht mehr im RTVG, sondern einheitlich im Fernmeldegesetz (FMG) geregelt. Im RTVG verbleiben lediglich spezielle Vorschriften bezüglich Zugang zur drahtlos-terrestrischen und leitungsgebundenen Verbreitung konzessionierter Programme mit speziellem Leistungsauftrag. Auch ausländische Programmanbieter können diese Zugangsprivilegien nutzen, wenn ihr Programm in besonderem Mass zur Erfüllung des verfassungsrechtlichen Leistungsauftrages beiträgt.

Entbündelung der letzten Meile

Die Revision des Fernmeldegesetzes stellt im Wesentlichen einen Nachvollzug der europaweiten Regulierung im Telekommunikationsbereich dar. Die wichtigste Änderung betrifft wohl die Öffnung der letzten Meile. Entgegen der EU erfolgt aber in der Schweiz die kompromisslose Öffnung nicht. Während der vollständig entbündelte Zugang im neuen Fernmeldegesetz zeitlich unbeschränkt garantiert wird, ist der Zugang über den schnellen Bitstrom auf vier Jahre beschränkt. Nach Ablauf dieser Frist müssen alternative Fernmeldediensteanbieter ihre Dienstleistungen über den vollständig entbündelten Zugang anbieten.

Ausgebauter Konsumentenschutz

Im neuen Fernmeldegesetz ausgebaut wurde der Konsumentenschutz. Um flexibler auf Missbräuche im Bereich der Mehrwertdienste reagieren zu können, kann der Bundesrat auf Verordnungsebene diese Dienste z.B. durch die Einführung von Preisobergrenzen, Preisbekanntgabeverpflichtungen oder durch Sitz- oder Niederlassungsvorschriften regulieren. Die bei der Gesamtrevision des FMG im Jahr 1997 bereits in Betracht gezogene Schaffung einer Schlichtungsstelle wird nun im Sinne eines gesetzlichen Auftrags realisiert. Auf ein Schlichtungsverfahren einlassen müssen sich nun alle Fernmeldediensteanbieter wie auch alle Mehrwertdiensteanbieter. Bei der seit einem

Jahr operierenden Schlichtungsstelle der Telekommunikationsbranche, ombudscom, besteht zur Zeit nur ein Einlasszwang der Mitglieder Swisscom, orange, cablecom und sunrise. Ob ombudscom auch weiterhin als Schlichtungsstelle für alle Fernmeldedienst- und Mehrwertdiensteanbieter tätig sein wird, ist offen und Gegenstand von Verhandlungen.

Durch eine Änderung des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) werden die Kundinnen und Kunden besser vor fernmeldetechnisch gesendeter unlauterer Massenwerbung (Spam) geschützt. Neu müssen die Absender solcher Massenwerbung vor dem Versand die Einwilligung der Kundinnen und Kunden einholen («Opt-in-Modell»). Die Anbieter von Fernmeldediensten sind verpflichtet, die unlautere Massenwerbung zu bekämpfen.

Fazit

Radikale Neuerungen bringt das revidierte Radio- und Fernsehgesetz nicht. Der Geltungsbereich bleibt in etwa derselbe. Das erstaunt ein wenig, werden doch auf europäischer Ebene die medienrechtlichen Rahmenbedingungen für Rundfunkdienste und audiovisuelle Onlinedienste zusammengeführt. Die geplante neue EG-Fernsehrichtlinie bezieht sich hinsichtlich des Internet neu auf Online-Programmangebote mit fernsehmässigem Programmablauf (TV-Streaming) sowie sämtliche On-Demand-Filmangebote zur Lieferung über elektronische Netze. Erfasst werden wohl auch Near-Video-On-Demanddienste, Pod-Casting, Web-Logs oder auch private Peer-To-Peer-Angebote. Der praktische Anwendungsbereich der Richtlinie sollte aber weiterhin vor allem im klassischen Fernsehsektor liegen. Bei diesen Distributionsangeboten drängt sich der Einfluss des Programm- und Diensteanbieters zurück und daran sollte sich auch die Regulierungsdichte orientieren. Der schweizerische Gesetzgeber übt zu Recht Zurückhaltung und vollzieht für einmal nicht unesehen (geplantes) europäisches Recht.

Und das Fernmeldegesetz? Die umfassende Liberalisierung ist ausgeblieben, dafür wurde aber im Bereich der letzten Meile zumindest ein typisch schweizerischer Kompromiss erzielt. Damit wurden auch die begrüssenswerten Regelungen zum Konsumentenschutz gerettet. ■

Fifa und Informationsfreiheit: Nachspiel vor dem Anpfiff

Regula Bähler

Rechtsanwältin, Zürich

Es ist die reine Liebe, die sie antreibt, die Liebe zum Ball, der in Wahrheit eine Frau ist und Kugel, Pille oder Maricota heisst. Und während sich das Liebesdrama unter zweimal elf Freunden abspielt - oder vielmehr schon lange in dessen Vorfeld -, rollt das Milliardengeschäft. Der Weltfussballverband Fifa generiert mit den alle vier Jahre stattfindenden Herren-Fussballweltmeisterschaften laut dem deutschen «Handelsblatt» 90 Prozent seiner Einnahmen.

Als Gegenleistung für das Einräumen von Rechten an Marken und anderen Kennzeichen bemüht sich die Fifa, die Konkurrenz ihrer Sponsoren und Partner möglichst ausser vor zu halten. So konnte Hamburg im vergangenen Juni gerade noch die Streichung von der Liste der Spielausrichter abwenden. Der US-amerikanische Online-dienst AOL hatte sich zwar schon im Jahr 2001 das Recht erkaufte, das Hamburger Volksparkstadion in AOL-Arena umzubenennen. Aber mit Begriffen wie «Fussball WM 2006» oder schlicht «WM 2006» zu werben, war ihm nicht erlaubt. Dies blieb den Sponsoren vorbehalten. Erst als der Hamburger SV, Eigentümer der Arena, der Fifa absolute Werbefreiheit im und rund um das Stadion zusicherte, hat sich die Situation wieder entspannt. Während des grossen Fussballfestes bleibt nun die AOL-Leuchtreklame verdunkelt und die Arena heisst vorübergehend «Fifa WM-Stadion Hamburg».

Zum Schutz der Sponsoren- und Übertragungsrechte ging die Fifa auch gegenüber den Print- und Webmedien in die Offensive und wollte deren Freiheiten drastisch einschränken. Sie sah sich aber Schritt für Schritt in die eigenen Reihen zurück gedrängt, aber immer noch in sicherem Abstand zum Strafraum.

Eingriffe in die redaktionelle Freiheit

Zum einen wollte die Fifa den gestalterischen Umgang mit Fotos in den Printme-

dien beschneiden. Die Bilder hätten weder mit Text überschrieben noch mit der Zeichnung einer Spielszene etwa überlappt werden dürfen. Ausserdem waren die Redaktionen «aufgefordert», die offiziellen Wettbewerbstitel zu verwenden, die da unter anderem lauten: «Fifa Fussball-Weltmeisterschaft Deutschland 2006 TM», «Fifa Fussball-WeltmeisterschaftTM» oder «Fifa WM 2006 TM». Die Fifa-Medienrichtlinien (Fassung vom Februar 2006) halten zudem fest, dass diese Bezeichnungen «urheberrechtlich als Wortmarken geschützt» und widerrechtliche Verwendungen zu unterlassen seien.

Es geht jetzt nicht darum, die unterschiedlichen Schutzbereiche von Urheber- und Markenrecht auseinanderzuidividieren. Denn es findet sich weder im Markenschutzgesetz eine Grundlage für diese redaktionellen Vorgaben, noch sind die Aneinanderreihungen von Worten und Abkürzungen aus dem sprachlichen Allgemeingut derart eigenständig und originell, dass sie zum urheberrechtlich geschützten Werk erhoben werden könnten. Im Gegenteil, die Medienschaffenden sind der Unabhängigkeit verpflichtet und sie haben die Trennung zwischen redaktionellem Teil und Werbung strikte einzuhalten, optisch wie begrifflich. Diese Richtlinien sind nicht nur dem «Journalistenkodex» des Schweizer Presserates zu entnehmen (Ziff. 9.1 und 10.1), sondern sie gehören weltweit in allen demokratischen Ländern zu den berufsethischen Grundregeln.

Ebenso wenig sind die Eingriffe in die Freiheit der Bildgestaltung zu verteidigen. Sie verstossen gegen die wirtschaftlichen Persönlichkeitsinteressen einzelner Medienschaffender und – in der Schweiz zumindest - der Herausgeber von Printerzeugnissen. Deren Benachteiligung lässt sich auch in der Güterabwägung nicht rechtfertigen, wenn die Fifa finanzielle Interessen im Zusammenhang mit der Lizenzierung von

Résumé: La FIFA n'a rien laissé au hasard dans le cadre de la Coupe du monde de football 2006: pour protéger ses marques et les intérêts des preneurs de licences, elle a émis diverses lignes directrices à l'intention des médias. La fédération mondiale des journaux s'est élevée contre ces ingérences dans la liberté rédactionnelle et d'édition. Elle critique une limitation de la liberté de la presse. La situation est claire: les deux intervenants travaillent ensemble et ne peuvent rien l'un sans l'autre, mais n'en défendent pas moins des intérêts différents.

En point de mire Im Brennpunkt

.....
Bähler | *Fifa und Informationsfreiheit: Nachspiel vor dem Anpfiff*

Zusammenfassung: Die Fifa überlasst bei der Fussball WM 2006 nichts dem Zufall. Zum Schutz ihrer Marken und den Interessen der Lizenznehmer erliess sie diverse Richtlinien für Medienschaffende, die sie teilweise wieder zurück nehmen musste. Der Weltverband der Zeitungen monierte Eingriffe in die redaktionelle sowie verlegerische Freiheit und rügte auch die Beschränkung der Pressefreiheit. Soviel ist klar: beide müssen miteinander, können nicht ohne einander, doch sind die Interessen - oft - unterschiedlich gelagert.

Übertragungsrechten an die elektronischen Bildmedien in die Waagschale wirft. Ein überwiegendes öffentliches Interesse für die Beschränkung der redaktionellen Bildbearbeitung ist schon gar nicht auszumachen.

Verbot der Live-Berichterstattung in Webmedien

28 der 64 WM-Spiele werden erst nach 21 Uhr angepfiffen. Mit Pause, einer allfälligen Verlängerung und anschliessendem Penalty-Schiessen enden sie gegen Mitternacht, einer Zeit, in der die tagesaktuelle Presse bereits mit der Auslieferung beginnt. Da ist auch sie auf die ergänzende online-Berichterstattung angewiesen. Die Fifa wollte zunächst aber jede Live-Berichterstattung im Internet untersagen, in Text und Bild. Erst zwei Stunden nach Spielende sollten Fotos aufgeschaltet werden dürfen. In Verhandlungen mit den Zeitungsverlegern schrumpfte diese Frist zunächst auf eine Stunde. Etwas später erlaubte die Fifa Fotos aus der ersten Halbzeit unmittelbar nach Spielende ins Netz zu stellen und solche aus der zweiten Halbzeit 45 Minuten danach. Mehr als fünf Bilder pro Halbzeit sollten es aber nicht sein.

Solche Bedingungen konnten und wollten die Zeitungsverleger nicht akzeptieren. Als die Fifa die Verhandlungen im Februar abbrach, meldete sich der Weltverband der Zeitungen WAN (World Association of Newspapers) in ungewohnt scharfem Ton. Deren Präsident Timothy Balding wiederholte in einem persönlichen Brief an Sepp Blatter, den Präsidenten der Fifa, bereits früher geäusserte Einwände – nämlich, «dass Ihre Einschränkungen unserer Berichterstattung über die Weltmeisterschaft 2006 nicht nur unseren Lesern und Kunden den Zugang zu wichtigen Informationen über einen öffentlichen Anlass verwehrt, sondern auch einen Eingriff in die verlegerische Freiheit und Unabhängigkeit darstellt wie auch eine klare Verletzung des Rechts auf Informationsfreiheit [...] Sie haben klar gemacht, dass die Fifa diese Grundsätze nicht anerkennt und dass sie, um es unverblümt zu sagen, Business als Business erachtet. (www.wan-press.org/article9337.html)

Die Fifa und die WAN – die auch eine Gruppe namhafter internationaler Nachrichtenagenturen vertrat - einigten sich da-

rauf in einem privaten Treffen der Verbandsspitzen. Die Fifa zitierte im Pressecommuniqué ihren Präsidenten: «Wir haben erkannt, dass die Veröffentlichung von Bildern und Texten im Sinne einer transparenten Informationspolitik, die der Pressefreiheit entspricht, gleich zu behandeln ist.» Die Restriktionen für die Webmedien wurden sämtliche aufgehoben.

Doch gibt es immer noch strittige Punkte, etwa wer in der unmittelbaren Umgebung der Fussballstadien welche Publikationen verkaufen darf.

Bannmeile für Zeitungsverkäufe

Die Fifa hat dem Bertelsmann-Medienkonzern, der weltweit zu den grössten zählt, nebst anderen die exklusive Lizenz für die Herstellung und den Vertrieb aller offiziellen Printpublikationen zur «Fifa WM 2006™» im deutschsprachigen Raum gewährt. Letzterer umfasst nicht nur Deutschland, Österreich, die Schweiz, Liechtenstein, Luxemburg und Südtirol, sondern auch Mallorca. Laut Fifa wird Bertelsmann «das grösste Verlagsprogramm starten, das es jemals zu einem Fifa Welpokal™ gegeben hat».

Damit dieses Verlagsprogramm über eine wirklich attraktive Distributionsfläche verfügt, hat die Fifa rund um die zwölf WM-Stadien eine Bannmeile gezogen, in der nur Printprodukte aus der Bertelsmann'schen Medienfabrik verkauft oder verschenkt werden dürfen. Durch diese Einschränkung des Vertriebs von Druckerzeugnissen inner- und ausserhalb der Stadien sieht der Bundesverband Deutscher Zeitungsverleger BDZV die Pressefreiheit bedroht, auch wenn Bertelsmann Interesse an einer lokalen Ergänzung der eigenen Produktpalette signalisiert, unter Vorbehalt der Zustimmung der Lizenzgeberin Fifa.

Die Fussball-WM als Privatveranstaltung

Letztlich geht es wie bei jeder Markenpflege um die möglichst optimale Positionierung eines Produkts im Markt. Das Produkt Fussball-Weltmeisterschaft gehört der Fifa, einem Verein nach schweizerischem Recht, und deshalb, so gibt die Fifa zu verstehen, handelt es sich auch um einen Privatanlass. Das kann nicht sein. Spätestens seit Pelé am 19. November 1969 in Rio de Janeiro einen

En point de mire Im Brennpunkt

Bähler | *Fifa und Informationsfreiheit: Nachspiel vor dem Anpfiff*

Elfmeter in sein 1'000stes Tor verwandelte, im 909. Spiel für seinen Verein FC Santos, und im ganzen Land die Kirchenglocken läuteten, ist dem nicht mehr so. Die Bilder gingen um die Welt und Pelé oder seine Legende gehörte allen ein wenig.

Angesichts der weltweiten Bedeutung des Fussballspiels, welches sich nicht nur eigene Märkte geschaffen hat, sondern wie kaum ein Produkt in alle Schichten der Gesellschaft und in die Politik eindringt, stellt sich im Namen der Medienfreiheit die Frage nach der indirekten Drittwirkung der Grundrechte. Das Machtgefälle zwischen der Fifa als Organisatorin der grössten Einzelsportveranstaltung der Welt und jenen Fernsehstationen und Verlagshäusern, welche die Fussball-WM nicht sponsern, ist offensichtlich. Von den einzelnen Medienschaffenden ist schon gar nicht zu sprechen. Deshalb müsste der Staat die Institutsgarantie für freie Medien etwa durch Konzentrationskontrolle oder Missbrauchsaufsicht über marktbeherrschende Unternehmen sichern.

Unter diesem Licht wären auch die Akkreditierungsbestimmungen der Fifa zu betrachten. Wer deren Medienrichtlinien nicht akzeptiert, wird nicht zur Berichterstattung zugelassen; Medienschaffende, die sich nicht daran halten, droht der Ausschluss von den Anlässen. So haben die Medien nicht nur Platzierungsvorschriften der Fifa-Marken zu beachten, sondern auch grafische Richtlinien für die Abbildung der Logos einzuhalten.

Deutschen Fifa-Marken vorerst ein Bein gestellt

Sechs Wochen vor Beginn der Fussball-WM hatte der Bundesgerichtshof in Karls-

ruhe dem Begriff «Fussball WM 2006» den Markenschutz nach deutschem Recht komplett abgesprochen und zur allgemeinen Verwendung frei gegeben. Diesem Begriff fehle jegliche Unterscheidungskraft und es handle sich um eine «sprachübliche Bezeichnung für die damit beschriebene Sportveranstaltung». Bei der Marke «WM 2006» kassierte der Bundesgerichtshof für viele der über 800 registrierten Waren und Dienstleistungen den markenrechtlichen Schutz. (Vgl. Az. I ZB 96/05, I ZB 97/05). Damit sind Werbetreibende in Deutschland zweifellos im Vorteil, auch wenn nicht ganz frei. Denn die Fifa verfügt noch über europäische Gemeinschaftsmarken, welche gleichberechtigt neben den deutschen stehen. – In der Schweiz hat die Fifa lediglich «WM 2006» registriert, nicht aber «Fussball WM 2006». Diese Wortmarke, die für Medienprodukte flächendeckend alles auch nur im entferntesten Denkbare beansprucht, gilt auch für Herbizide, zahn-technisches Wachs, Tiernahrung oder Müllvernichtung. Mit anderen Worten darf hierzulande für nichts, aber auch gar nichts mit der Bezeichnung «WM 2006» erworben werden.

Für die Medienschaffenden hat das Karlsruher Urteil über die Wortmarken direkt nichts Neues gebracht. Geändert haben sich aber die Sprachregelungen der Fifa: die «Medienrichtlinien» sind zu «Empfehlungen» geworden, Aufforderungen zu Bitten; Marken «müssen» nicht mehr, sondern «sollten» nur noch in Übereinstimmung mit den grafischen Richtlinien der Fifa verwendet werden. Wie auch immer, die Medien werden berichten, über Finanzielles, aber auch über die Spiele, über Liebe und Leidenschaft. ■